

# La seconde scission (1939)

---

La réunification de 1936 n'avait constitué qu'une union apparente. Réunis dans une même centrale, les travailleurs organisés s'y comportaient trop souvent en frères ennemis, n'étant d'accord ni sur les buts propres du syndicalisme, ni sur la nécessité d'une révolution, ni sur les méthodes d'action, ni sur le choix des responsables, ni sur les alliances et contacts à établir avec d'autres organisations, ni sur la position à prendre sur les problèmes extérieurs qui se posaient avec une redoutable urgence.

Cela se matérialisait dans la presse syndicale. « *Le Peuple* » quotidien restait l'organe officiel de la C.G.T., mais communistes et communistes réservaient toute leur sympathie à « *La Vie Ouvrière* », tandis que les défenseurs de l'autonomie syndicale soutenaient leur point de vue dans « *Syndicats* ». Un essai avait bien été tenté pour créer aussi un hebdomadaire confédéral qui remplacerait — croyait-on un peu naïvement — les deux publications, mais l'expérience de « *Messidor* » avait été coûteuse, décevante et sans lendemain.

Le désaccord apparaissait surtout quant aux solutions les meilleures pour la défense de la paix menacée. Nul ne peut accuser aucune des tendances d'avoir délibérément recherché le conflit armé, mais en face des menaces hitlériennes croissantes, de la politique envahissante du III<sup>e</sup> Reich, les uns soutenant la politique de Moscou étaient pour les solutions de résistance et de force et les autres pour une temporisation, des négociations qui, croyaient-ils, éviteraient le pire et permettraient de gagner du temps.

On sait ce que fut la crise de Munich à propos des Sudètes et les oppositions qui se manifestèrent alors dans le monde ouvrier comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres groupements.

Les accords qui y mirent fin ne permirent qu'un court répit et dès l'année suivante la tension reparaisait à propos de la Pologne et du couloir de Dantzig. Une fois de plus le spectre de la guerre reparaisait et on pouvait craindre que cette fois il ne fut pas possible de l'écarter.

---

---

---

## VERS LA GUERRE

Au cours des années trente, des rapprochements avaient été tentés entre certaines puissances occidentales et l'U.R.S.S. Il s'agissait de constituer un bloc des nations démocratiques, assez fort pour résister aux menaces des régimes totalitaires. Un accord franco-soviétique avait été signé par Laval en 1935, qui avait eu comme premier résultat, assez étrange, de mettre fin à la furieuse et quotidienne campagne de « *L'Humanité* » contre les officiers (les G.D.V. comme elle disait élégamment) et de muer les communistes français en laudateurs des traditions militaires qu'ils avaient jusque-là condamnées sans réserves.

Ce ne fut pas une des moindres surprises au cours des manifestations du Front Populaire des années 1936 et 1937 de voir les groupes communistes et sympathisants célébrer nos gloires nationales, associer Valmy à la Commune et l'image de Jeanne d'Arc à celle de Staline, « le chef bien aimé du prolétariat mondial », comme on avait coutume de dire.

On savait que des négociations d'état-major se poursuivaient entre la Grande-Bretagne, la France et l'U.R.S.S. et on n'ignorait pas qu'elles rencontraient de grosses difficultés pratiques en raison de l'opposition que marquaient la Roumanie et la Pologne à l'entrée de l'Armée rouge sur leur territoire car elles pensaient non sans quelques bonnes raisons, que cette occupation pourrait devenir définitive.

C'est dans un climat particulièrement orageux, en face de populations inquiètes et surexcitées, alors que la menace de la guerre se rapprochait, que la mobilisation par paliers était déjà commencée et que la marche en avant des armées hitlériennes sur la Pologne n'était plus qu'une question de jours, que le monde apprit, le 23 août 1939, la signature du pacte d'amitié germano-soviétique, de l'accord négocié par Ribbentrop et Molotov qui établissait une véritable solidarité de fait entre les deux pays et faisait comprendre aux nations occidentales qu'elles ne pourraient pas compter sur l'U.R.S.S. dans la lutte qui allait s'engager.

Les communistes français, qui naturellement n'avaient pas été tenus au courant de ce revirement, en furent quelque peu bouleversés. mais leur sens de la discipline aidant, ils ne tardèrent pas à l'approuver, essayant de démontrer (sans trop y parvenir pourtant) que le pacte germano-soviétique était « une importante contribution à la défense de la paix ».

Les événements se précipitent alors :

Le 25 août 1939, Maurice Thorez affirme que les communistes seront au premier rang pour la défense du pays contre Hitler.

Le 2 septembre 1939, le groupe communiste au Parlement vote encore les crédits militaires.

Le même jour les armées allemandes envahissaient la Pologne et la Grande-Bretagne et la France déclaraient la guerre à l'Allemagne.



Avec la mobilisation, l'organisation ouvrière était pratiquement réduite à l'impuissance, en tout cas mise dans l'impossibilité de fonctionner normalement. Les travailleurs mobilisés, dispersés dans les ateliers ou les régiments, allaient avoir à faire face aux dures servitudes de la guerre, à maints problèmes familiaux angoissants et beaucoup s'inquiétaient à juste titre des conséquences possibles de l'étrange revirement de l'U.R.S.S.

La Pologne fut rapidement envahie et mise hors de combat et le 17 septembre, les armées de l'U.R.S.S. entrèrent à leur tour dans le pays sous un ironique prétexte de sauvegarde. En fait cette action concertée et cette annexion donnaient tout son sens au pacte Molotov-Ribbentrop.

## LA C. G. T. PENDANT LA GUERRE

Le 18 septembre, le Bureau Confédéral (tout au moins les six membres non communistes qu'il comprenait sur huit au total) (1) vota une résolution contresignée d'ailleurs par certains membres de la Commission administrative qui se trouvaient à Paris. Prenant acte du pacte germano-soviétique « trahison envers les prolétaires que l'on avait appelés à se dresser contre le nazisme » la résolution précisait :

« Devant cette situation douloureuse, le Bureau Confédéral déclare qu'il n'y a plus de collaboration possible avec ceux qui n'ont pas voulu, ou pas su, condamner une telle attitude de *reniement* des principes de solidarité humaine qui sont l'honneur de notre mouvement ouvrier. »

(1) Ces six membres étaient : Belin, Bothereau, Bouyer, Buisson, Dupont et Jouhaux ; les deux communistes étaient Frachon et Racamond.

Cette résolution fut approuvée et confirmée par la Commission administrative dans sa réunion du 25 septembre. C'était en fait la seconde scission car la presque totalité des communistes restèrent fidèles au mot d'ordre du parti ou n'osèrent pas le désavouer. On sait d'ailleurs quelle propagande ils menèrent contre ce qu'ils appelaient désormais « une guerre impérialiste » et comment le parti, réfugié dans la clandestinité après son interdiction le 26 septembre 1939, mena une active campagne de défaitisme et de sabotage pendant « la drôle de guerre ».

Nous ne ferons pas ici l'histoire de la défaite, ni de l'occupation qui ne sont point notre propos. Rappelons seulement qu'après l'armistice les communistes essayèrent de faire reparaître « *L'Humanité* » en zone occupée, arguant du fait que leur journal avait toujours été résolument pour la paix et qu'ils continuèrent pendant un certain temps à critiquer avec violence l'impérialisme ploutocratique anglais et le militarisme de de Gaulle.

Leur point de vue changea du tout au tout après l'invasion de l'U.R.S.S. par les armées hitlériennes, le 22 juin 1941. La lutte contre le III<sup>e</sup> Reich devint alors le devoir numéro un des prolétaires conscients et, associant la défense de la France à celle de l'U.R.S.S., les communistes jouèrent un rôle important dans les organisations de résistance. Nul ne songe à contester le sens de l'organisation, le dynamisme, le courage, l'esprit de sacrifice de nombreux militants de base dont un grand nombre surent mourir héroïquement, mais cela ne doit pas faire oublier l'attitude du parti de septembre 1939 à 1941.

Par ailleurs, on sait qu'une des premières préoccupations du Gouvernement de Vichy avait été la suppression des organisations ouvrières ; un décret du 9 novembre 1940 ordonnait la dissolution de la C.G.T., de la C.F.T.C., comme de la Confédération Nationale du Patronat Français. Apparente équité qui ne pouvait tromper personne : le patronat allait retrouver toute son influence dans les comités d'organisation d'industries et il s'agissait évidemment de neutraliser ou domestiquer les organisations ouvrières.

On ne sera pas surpris de constater que les deux centrales visées continuèrent à fonctionner clandestinement, au ralenti sans doute, mais en maintenant de précieux contacts et que la masse des travailleurs se désintéressa de la Charte du Travail (4 octobre 1941), expression du paternalisme vichyssois.

Rien d'étonnant non plus à ce que dans les organisations de résistance (syndicats clandestins, réseaux, maquis) des rapprochements aient été opérés, des alliances conclues entre C.G.T. et C.F.T.C. auxquels souscrivirent les communistes après juin 1941. Fin 1942, des contacts avaient été pris entre militants de la C.G.T. et militants communistes et le 17 avril 1943, l'accord du Perreux annulait en fait la scission de septembre 1939.

## LA SECONDE RÉUNIFICATION

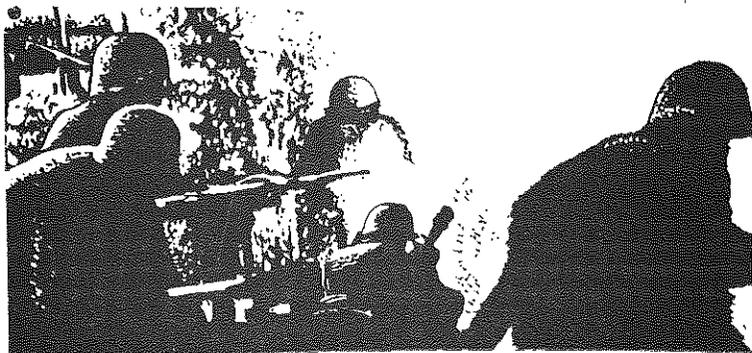
Les épreuves subies et les dangers affrontés en commun pouvaient faire espérer une compréhension élargie, une solidarité durable et on comprend pourquoi la C.G.T. reparaissant au grand jour après la libération de Paris, en août 1944, ouvrit ses rangs indistinctement à tous les travailleurs salariés quelles que fussent leurs tendances ou appartenances politiques. Elle proposa même l'unité organique à la C.F.T.C. qui la déclina.

Pour tenir compte du rôle considérable, et d'ailleurs fortement grossi par la propagande insistante et bien orchestrée des communistes dans les organisations de résistance, le nouveau bureau comportait 6 confédérés et 3 ex-unitaires.

C'était donc une seconde réunification. La première n'avait pas donné des résultats encourageants, mais on pouvait penser que la dure leçon serait profitable et qu'un maximum de tolérance rendrait l'organisation habitable pour tous.

Remarquons d'ailleurs que le rapprochement était inévitable dans le climat d'extrême émotion et d'euphorie qui régnait alors dans tous les pays à mesure qu'ils étaient délivrés de la contrainte et de l'oppression allemande. Des rapprochements analogues furent opérés dans la plupart des pays et la réorganisation d'une centrale internationale se fit dans les mêmes conditions et avec les mêmes espoirs.

La Fédération Syndicale Mondiale devait naître en 1945. Elle succédait à la fois à l'ancienne F.S.I. syndicale et à l'I.S.R. communiste, réunissant les travailleurs organisés de tous les pays, sans distinction de race, de couleur, de langage, de religion, de conviction politique et formulant leurs espérances unanimes. Sans doute, de vieux militants comme Citrine, le dirigeant des syndicats britanniques, avaient-ils pris le soin de formuler quelques réserves et de recommander une prudente abstention à l'égard des prises de position politique, mais on se souciait peu alors de tels avertissements, les congressistes étant presque unanimement persuadés que la F.S.M. était viable et qu'elle marquerait un immense pas en avant dans l'amélioration de la condition ouvrière.



# La troisième scission (1947)

---

La réunification syndicale effectuée dans la clandestinité et la résistance, fut saluée et ratifiée avec enthousiasme par la très grande majorité des travailleurs après la libération. Le syndicalisme connut alors une période de grande activité, de succès réels, mais qui comportait beaucoup d'illusions et ne fut pas exempt de difficultés.

Certes, le recrutement des adhérents est alors facile : la IV<sup>e</sup> République se veut « sociale », la Charte du Travail a été annulée, le syndicalisme est reconnu comme une des forces vives de la Nation, il a sa place dans les Conseils du Gouvernement ou à côté d'eux, et beaucoup de témoins et d'hésitants qui avaient jusqu'alors réservé leur adhésion se hâtent de courir au secours de la victoire.

Très rapidement, les effectifs de 1936 seront atteints et dépassés et on comptera près de 6 millions d'adhérents lors du Congrès Confédéral de 1946.

## LA COLONISATION COMMUNISTE

Toutefois, et malgré les précautions prises, on se retrouvait en 1945 en face des mêmes problèmes qu'en 1935 : une réunification de fait, mais aucune union dans les esprits. Les dures leçons de la guerre et de l'occupation furent vite oubliées, la camaraderie des luttes clandestines ne fut bientôt qu'un souvenir et les éléments communistes montrèrent une fois de plus qu'ils se souciaient assez peu des promesses faites comme des engagements pris et que leur unique objectif était de servir par tous les moyens et en toutes circonstances les intérêts du parti communiste et de l'U.R.S.S. Avec un dynamisme incontestable, une activité de tous les instants, leurs militants dont on ne saurait contester le dévouement, se remirent à procéder à ce noyautage, à cette colonisation qu'ils avaient déjà pratiquée en 1937-1938.

Mêmes procédés démagogiques pour gagner les masses mal informées et peu éduquées, mêmes surenchères perpétuelles, même agitation systématique, même conquête méthodique des postes de responsables et des leviers de commande en éliminant, au besoin par le mensonge et la calomnie, les militants qui ne voulaient être que syndicalistes, mêmes manœuvres pour associer constamment les mots d'ordre politiques et les revendications économiques et sociales.

Beaucoup de militants de base mal informés des conditions de l'organisation et des luttes syndicales, n'y entendaient pas malice et votaient avec enthousiasme, et à main levée naturellement, des ordres du jour dont ils mesuraient mal la portée. Dans l'euphorie du Gouvernement tripartite alors que le parti communiste faisait partie de la majorité, que l'équipe ministérielle comprenait plusieurs de ses membres dont deux syndicalistes notoires, Ambroise Croizat et Marcel Paul, les éléments communistes soutenaient les mots d'ordre officiels. .

*« Tous au travail — Il faut retrousser ses manches — Produire d'abord, revendiquer ensuite — La grève est la dernière arme des trusts »*, etc., et d'autres slogans qui témoignent de leur souplesse d'esprit et de leur mépris profond des masses qu'ils prétendent servir.

La C.G.T. reconstituée aura à sa tête en mai 1945 un bureau de 13 membres : Bothereau, Buisson, Deniau, Gazier, Neumeyer, Saillant et Jouhau (revenu d'Allemagne où il avait été déporté) qui représentent la tendance syndicale, et Frachon, Racamond, Le Brun, Monmousseau, Henri Raynaud et Tollet, qui représentent les communistes. En apparence, ceux-ci n'ont pas la moitié des sièges, mais en fait Saillant leur est tout acquis et en outre, grâce à leur conquête de nombreux secrétariats d'U.D. et de Fédérations, ils disposent d'une influence plus considérable dans la Commission administrative et le C.C.N. et pèsent lourdement sur leurs décisions, notamment en ce qui concerne les problèmes internationaux, qui sont nombreux au lendemain de l'Armistice.

## LE CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE 1946

Le manque d'unité réelle apparaît nettement au Congrès Confédéral de 1946. Sans doute, on présente comme un magnifique succès le chiffre de 6 millions d'adhérents, mais ce Congrès n'a déjà plus l'aspect des congrès ouvriers habituels et c'est un véritable congrès politique où les tendances cristallisées manœuvrent sans vergogne dans les coulisses. Par ailleurs, décorations spectaculaires et tendancieuses, slogans de propagande, orchestration des interventions, salves d'applaudissements et ovations déliantes pour les bien-pensants, silence réprobateur ou « huées » pour les non-conformistes. Tout cela fait comprendre que l'unité n'est pas l'union, que la camaraderie syndicale n'est plus qu'un vain mot et que les non-conformistes seront désormais traités en ennemis.

Le Congrès est en fait un triomphe des communistes qui disposeront de 20 sièges sur 35 à la Commission administrative et de 7 sièges sur 13 au Bureau : Frachon, Marie Couette, Le Brun, Monmousseau, Racamond, Raynaud et Tollet, en face de Jouhau, Bothereau, Bouzanquet, Delamarre, Neumeyer et Saillant. Jouhau et Frachon se partagent le secrétariat général.

On peut donc dire que désormais les syndicalistes purs ne sont plus qu'une minorité et qu'ils seront prisonniers d'une tendance majoritaire : à maintes reprises, pour ne pas rompre l'unité syndicale, ils seront obligés de s'associer à des résolutions et mesures qu'ils condamnaient et qu'ils avaient combattues.

En décembre 1945, le journal clandestin des syndicalistes : « *Résistance Ouvrière* », était devenu « *Force Ouvrière* » et il s'efforça de regrouper tous les syndicalistes libres pour lutter contre la colonisation communiste et les mots d'ordre du parti, pour rendre à l'organisation ouvrière son indépendance d'action.

Ceux qui ont vécu cette période se souviennent de l'atmosphère de malaise qui pesait sur toutes les réunions syndicales. La violence et la mauvaise foi dans les polémiques avaient remplacé l'unanimité chaleureuse de la Libération, une discipline totalitaire s'instaurait dans les groupes où les communistes et leurs sympathisants avaient la majorité et déjà on pouvait enregistrer de nombreuses défections. Suivant l'ironique formule de Lénine, nombre de syndicalistes, dégoûtés de ce totalitarisme, « votaient avec leurs pieds », c'est-à-dire qu'ils abandonnaient le syndicat, les uns cessant d'appartenir à toute organisation, les autres constituant des groupements autonomes ou indépendants, fâcheux retour parfois à un corporatisme que l'on croyait révolu : Confédération Nationale du Travail ou sections autonomes des P.T.T., des Chemins de Fer, etc.

Par ailleurs, mal satisfaits du blocage des salaires tandis que le prix de la vie augmentait constamment, les travailleurs de base déclenchaient des grèves que condamnaient le Gouvernement tripartite et la majorité confédérale : rotativistes en janvier 1946 ; P.T.T. en juillet 1946 ; métallurgistes de Renault en mai 1947. On sait que cette dernière grève provoqua l'élimination des ministres communistes du gouvernement Ramadier.



## LE DRAME CONFÉDÉRAL

C'est ce conflit de tendances, cette opposition fondamentale quant à la conception du syndicalisme et de son action que Robert Bothereau évoquait quand il écrivait fin 1947 une série d'articles sous le titre de : « Le drame confédéral ». Il dénonçait les étranges méthodes des communistes et de leurs amis, leur dessein de faire servir par la classe ouvrière organisée les seuls intérêts du Parti, le manque de véritable démocratie qui régnait déjà dans nombre de syndicats, d'unions ou de fédérations et insistant sur tout ce que cela avait de contraire aux statuts confédéraux comme à la tradition syndicale française, il montrait que de telles manœuvres mettaient en danger l'unité syndicale.

Au surplus, les communistes et leurs amis n'avaient plus à se gêner. Éliminés du gouvernement et n'en ayant plus les responsabilités, ils avaient beau jeu de pratiquer leur politique de surenchère démagogique ; il n'était plus question de condamner les grèves, mais au contraire de les multiplier, et certes le mécontentement ouvrier était amplement justifié par les conditions de salaires et de travail. C'est le moment, en particulier au C.C.N. de novembre 1947, où Frachon propose une vaste consultation dans toutes les entreprises, de tous les travailleurs, même non syndiqués, pour déterminer les revendications et la ligne de conduite.

C'est le moment aussi où le plan Marshall vient en discussion et où les éléments communistes le rejettent, et l'on peut voir qu'une minorité strictement syndicale et soucieuse des intérêts des seuls salariés, désormais prisonnière d'une minorité dévouée aux seuls intérêts d'un parti, est obligée de se conformer à des mesures qu'elle réprouve et juge dangereuses.

C'est alors qu'éclatent les « grèves Molotov » de la fin de 1947, dans les mines du Nord, puis dans les chemins de fer et les P.T.T., chez les travailleurs du Gaz et de l'Électricité, au cours desquelles les communistes créent ce curieux Conseil National de Grève, groupant 20 Fédérations soigneusement noyautées et dépossédant en fait l'organisation confédérale au profit d'une masse où des inorganisés faciles à manœuvrer avaient large place.

Le conflit était déclaré au sein de la C.G.T. où l'opposition devenait chaque jour plus vive, mais si la plupart des militants responsables souhaitaient encore éviter la scission et pensaient pouvoir opérer de l'intérieur les redressements indispensables, les militants de base et les simples syndiqués avaient perdu patience comme ils avaient depuis longtemps perdu toute confiance dans les solutions communistes pour l'amélioration de leur sort. Lassés d'être brimés, calomniés, injuriés, brutalisés même quand ils n'obéissaient pas au doigt et à l'œil, quand ils se permettaient le moindre doute, la moindre réserve sur la valeur des solutions ou la splendeur des résultats dans la République des Soviets, bon nombre de syndicalistes convaincus, connus ou obscurs, quittaient la Confédération ou affirmaient leur désir de la quitter le plus vite possible.

## LA CRÉATION DE FORCE OUVRIÈRE

Les chefs de la minorité, les dirigeants de Force Ouvrière convoquèrent, le 18 décembre 1947, une Conférence nationale des Amis de Force Ouvrière, pour faire le point, mesurer leurs forces et décider de la tactique à suivre. Ils purent se rendre compte de l'ampleur et de la violence des critiques apportées contre les communistes, sympathisants et cryptos de toutes natures, de la rancœur justifiée des éléments syndicalistes de la base.

A la presque unanimité, les membres de la Conférence prirent acte de l'intolérance qui régnait dans les syndicats, de la subordination de la Centrale aux directives d'un parti, de l'impossibilité de travailler avec les représentants d'un parti qui ne respectaient pas les engagements pris et de la nécessité de quitter une organisation dans laquelle ils ne trouvaient ni liberté, ni équité, ni camaraderie. Dès le 19 décembre, Jouhaux, Bothereau, Bouzanquet, Delamarre et Neumeyer allèrent remettre leur démission à Frachon. Il est à noter que Saillant, considéré comme partisan de l'autonomie syndicale, mais en fait tout acquis au communisme, ne les suivra pas. C'était la troisième scission, provoquée comme les deux précédentes par l'intrusion de la politique dans les syndicats.

Mais cette fois, c'étaient les syndicalistes purs qui quittaient la C.G.T., abandonnant locaux, matériel, installations, bibliothèques, archives, en-caisse, pour repartir à zéro et constituer une centrale libre dans laquelle la personnalité des hommes et les intérêts des travailleurs ne seraient pas systématiquement sacrifiés aux objectifs impératifs et changeants de la politique de l'U.R.S.S.

En avril 1948, se tint à Paris le Congrès constitutif de la nouvelle Centrale qui prendra le nom de C.G.T. Force Ouvrière, car, à Frachon proclamant au lendemain de la scission « la C.G.T. continue », Bothereau pouvait répondre avec infiniment de raison : « *Nous continuons la C.G.T.* », signifiant par là notre fidélité au vieux principe d'autonomie syndicale et d'action directe.

Nous n'avons pas à retracer ici les conditions difficiles dans lesquelles dut s'organiser cette nouvelle centrale. Privée des moyens matériels les plus modestes, elle dut improviser dans bien des cas, recourir à des solutions d'urgence, à des moyens de fortune, poursuivie d'ailleurs par les railleries, la rancune et les insultes de ses adversaires qui appliquaient aux partants les vieilles étiquettes de « diviseurs », « social-traitres », « valets du capitalisme », et autres menues gentilleses. Tantôt on affectait de les considérer comme un petit groupe d'importance insignifiante dont le départ ne saurait compromettre en rien le prestige et la force de la C.G.T., seule représentante valable des intérêts ouvriers, tantôt au contraire on reprochait à ces « diviseurs de la classe ouvrière » la perte de puissance du mouvement prolétarien.

En fait, les premiers mois et même les premières années de la nouvelle Confédération furent difficiles : quasi-impossibilité de trouver un local, embarras financiers et surtout difficulté de mettre en place une organisation solide, des syndicats, des unions, des fédérations avec leurs cadres et leurs instruments de travail. Certes, les concours ne manquèrent pas. Des syndicalistes convaincus, vieux ou jeunes, militants déjà éprouvés et habitués aux responsabilités, ou simples adhérents de la base, demeurés longtemps passifs, mirent au service de la C.G.T.F.O. leur temps, leur puissance de travail, leur enthousiasme et leur dévouement. Ils reçurent d'ailleurs et ils en conservent gratitude et fierté, l'aide matérielle et morale de nombreuses organisations syndicales étrangères engagées dans le même combat. On n'enregistra certes pas que des succès, il advint que des syndicats ou des unions à peine créés disparurent faute de cadres expérimentés ou en présence de campagnes systématiques de dénigrement, mais les années ont passé, il est maintenant possible de faire le point et d'affirmer sans bravade ou jactance inutiles que la C.G.T.F.O. est une des organisations représentatives des salariés, qu'elle a dans la vie de la Nation une place et un rôle dont elle n'a pas à rougir, qu'elle s'est révélée et s'affirme comme un bon défenseur des intérêts du monde du travail.

Georges VIDALENC.



Léon JOUHAUX

# Notre conception du Syndicalisme

La réédition de cette brochure de notre ami Vidalenc était une nécessité.

Les nombreux jeunes venus dans nos syndicats depuis qu'existe la Confédération Force Ouvrière ont besoin de bien connaître l'histoire des scissions syndicales. Ceux qui, parmi nos camarades, ont vécu celle de 1947, et peut-être, les précédentes, ont besoin de se remémorer les événements qui ont si profondément marqué leur vie militante.

Toujours, les communistes sont à l'origine des scissions.

Que nos camarades n'imaginent pas qu'aujourd'hui il y a quelque chose de changé. Tactiques et méthodes communistes ne sont peut-être plus ce qu'elles étaient dans les années 1947-1948. Les buts demeurent les mêmes.

Vidalenc rappelle avec raison le comportement de Frachon et de ses amis avant la scission, à l'époque où les communistes participaient au Gouvernement. Le mot d'ordre était « produire d'abord, revendiquer ensuite ». On traînait dans la boue les ouvriers du Livre qui, durant plusieurs semaines, firent la grève alors qu'Ambroise Croizat était ministre du Travail.

En vérité, ce qui nous sépare est beaucoup plus qu'une querelle de circonstance. C'est la conception même que nous avons du rôle du mouvement syndical.

Si, demain, les communistes sont au pouvoir, la C.G.T. les aidera à appliquer leur programme. Son rôle se limitera à cela.

Nous pensons autrement. La Confédération Force Ouvrière doit préserver son indépendance, quel que soit le Gouvernement. Son comportement, ses prises de position doivent être tels que tous les salariés, quelles que soient leurs opinions politiques, se sentent à l'aise dans nos syndicats.

C'est parce que nous sommes profondément convaincus de cela que nous avons déclaré au lendemain du Congrès confédéral de novembre 1963 : « *Nous n'accepterons jamais que notre orientation soit déterminée à l'extérieur de notre mouvement. Nos rapports avec le Gouvernement — avec les gouvernements — ne dépendront pas de leurs couleurs politiques, mais de leurs actes. S'ils sont conformes aux intérêts ouvriers, nous le dirons ; dans le cas contraire, nous réagirons comme il convient.* »

Nos militants ont lu attentivement les pages de Vidalenc.

Ils sont maintenant bien armés. Ils comprennent mieux les raisons qui ont amené notre Congrès à condamner tout rapprochement avec la C.G.T.

André BERGERON,  
Secrétaire général  
de la Confédération Force Ouvrière.

**LISEZ**

**et faites lire autour de vous**



**PARAIT TOUS LES MERCREDIS**

***Toutes les informations  
sur le monde du travail***

**ABONNEMENT**

**CGT - Force Ouvrière - C.C.P. 5889-99 Paris**



Editions FORCE OUVRIERE